

No. 56369*

**Switzerland
and
Cuba**

Agreement between the Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Cuba on mutual visa exemption for holders of diplomatic, special or service passports. Bern, 18 September 2018

Entry into force: *26 April 2019, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 29 September 2020*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Suisse
et
Cuba**

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République de Cuba sur la suppression réciproque de l'obligation du visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service. Berne, 18 septembre 2018

Entrée en vigueur : *26 avril 2019, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Suisse, 29 septembre 2020*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA

**SUR LA SUPPRESSION RÉCIPROQUE DE L'OBLIGATION DU VISA
POUR LES TITULAIRES D'UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE, SPÉCIAL
OU DE SERVICE**

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République de Cuba (ci-après dénommés les « Parties contractantes »),

Dans l'intention mutuelle de faciliter la circulation des titulaires de passeports diplomatiques, spéciaux ou de service entre la Suisse et Cuba (ci-après dénommées les « États »),

En vue de renforcer de manière réciproque une collaboration empreinte de confiance et de solidarité,

Convient de ce qui suit :

Article 1

PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE ACCRÉDITÉ

1. Les ressortissants de chacun des États titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service national valable qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une mission permanente de leurs États respectifs auprès d'une organisation internationale avec laquelle un accord de siège a été conclu, peuvent entrer sans visa sur le territoire de l'autre État et y séjourner pendant la durée de leurs fonctions. L'État accréditant notifie préalablement, par voie diplomatique, à l'État accréditaire le poste, l'arrivée et le départ définitif ou la cessation de fonctions des personnes susmentionnées.
2. Les membres de la famille des personnes mentionnées au paragraphe 1 bénéficient des mêmes facilités, pour autant qu'ils soient ressortissants de l'État accréditant et titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service national valable, qu'ils fassent ménage commun avec elles et que l'État accréditaire leur reconnaisse le statut de membre de la famille autorisé à séjourner avec les personnes visées au paragraphe 1.

Article 2

AUTRES RAISONS DE VOYAGER

1. Les ressortissants de chacun des États titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service national valable qui ne sont pas mentionnés au paragraphe 1 de l'article 1 du présent Accord n'ont pas besoin de visa pour entrer sur le territoire de l'autre État, y séjourner pour une durée n'excédant pas 90 (nonante) jours sur une période de 180 (cent huitante) jours et en sortir, dans la mesure où ils n'exercent pas d'activité lucrative – indépendante ou salariée – sur le territoire de l'autre État.
2. Lorsque l'entrée sur le territoire suisse se fait après un transit par un ou plusieurs États appliquant la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen concernant le franchissement des frontières et les visas, la date du franchissement de la frontière extérieure de l'espace formé par ces États est considérée comme le premier jour du séjour (limité à 90 jours) dans cet espace et la date de sortie comme le dernier jour du séjour.

Article 3

MOUVEMENT D'ENTRÉE ET DE SORTIE DU PAYS

Les ressortissants des deux Parties contractantes titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service valable peuvent entrer sur le territoire de l'autre Partie contractante et le quitter par tous les points de passage frontaliers ouverts au trafic international de passagers, pour autant qu'ils remplissent les conditions prévues dans les dispositions légales et réglementaires en vigueur de l'autre Partie contractante concernant l'entrée, le transit ou le séjour des étrangers.

Article 4

CONFORMITÉ À LA LÉGISLATION NATIONALE

Les ressortissants de chacun des États sont tenus de se conformer aux dispositions légales concernant l'entrée et le séjour, ainsi qu'à la législation nationale en vigueur sur le territoire de l'autre État, et ce, pendant toute la durée de leur séjour.

Article 5

REFUS D'ENTRÉE

1. Les autorités compétentes de chacune des deux Parties contractantes se réservent le droit de refuser l'entrée ou le séjour sur le territoire de leur État aux ressortissants de l'autre État visés aux articles 1 et 2 du présent Accord pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public, de santé publique, pour d'autres raisons graves ou parce qu'ils ont été déclarés persona non grata.
2. En cas de refus d'entrée en application du paragraphe qui précède, chacune des Parties contractantes est tenue de réadmettre sur son territoire, sans formalités spéciales, ses propres ressortissants qui ne remplissent pas les exigences légales et réglementaires en vigueur pour l'entrée ou le séjour sur le territoire de l'autre Partie.

Article 6

NOTIFICATION DES DOCUMENTS PERTINENTS

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes se transmettent mutuellement, par voie diplomatique, des spécimens personnalisés des passeports visés dans le présent Accord dans les 30 (trente) jours suivant la signature de celui-ci.
2. Si un nouveau passeport diplomatique, spécial ou de service doit être introduit, ou le passeport existant modifié, les Parties contractantes se transmettent par voie diplomatique des spécimens personnalisés des passeports nouveaux ou modifiés, ainsi que toutes les informations pertinentes relatives à leur utilisation, et ce, au moins 30 (trente) jours avant leur mise en circulation.

Article 7

PERTE DE PASSEPORT

1. Les ressortissants des deux Parties contractantes titulaires d'un passeport diplomatique, spécial ou de service valable qui perdent leur passeport sur le territoire de l'autre Partie contractante sont tenus d'en informer immédiatement les autorités compétentes de ladite Partie contractante, qui leur délivre gratuitement un document attestant ladite perte.
2. En cas de perte du passeport au sens du paragraphe qui précède, la mission diplomatique ou le poste consulaire compétent fournit à ses ressortissants des documents de voyage temporaires qui leur permettent de quitter le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 8

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les autorités compétentes des Parties contractantes se consultent sur les difficultés susceptibles de découler de l'application ou de l'interprétation du présent Accord.
2. Les Parties contractantes règlent par voie diplomatique tout différend lié à l'application ou à l'interprétation du présent Accord.

Article 9

MODIFICATIONS

Toute modification du présent Accord est convenue entre les Parties contractantes par voie diplomatique. Les modifications entrent en vigueur 30 (trente) jours après réception de la dernière notification par laquelle les Parties contractantes s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires.

Article 10

CLAUSE DE NON-INCIDENCE

Le présent Accord n'affecte pas les autres obligations des Parties contractantes découlant des conventions internationales auxquelles elles ont souscrit, en particulier la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires.

Article 11

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur 30 (trente) jours après réception de la seconde notification écrite par la voie diplomatique par laquelle les Parties contractantes s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires prévues par leurs législations nationales.

Article 12
SUSPENSION

Chaque Partie contractante se réserve de suspendre l'application de tout ou partie des dispositions du présent Accord, pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public, de santé publique ou pour toute autre raison grave. La suspension doit être notifiée, par voie diplomatique, à l'autre Partie contractante au plus tard 48 (quarante-huit) heures avant qu'elle prenne effet. La Partie contractante qui a suspendu l'application du présent Accord informe immédiatement l'autre Partie contractante dès que les raisons qui ont motivé la suspension n'existent plus. La suspension prend fin à la date de réception de cette notification.

Article 13
DÉNONCIATION

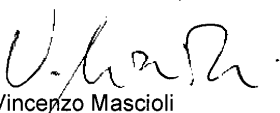
Chaque Partie contractante peut, à tout moment, notifier par voie diplomatique à l'autre Partie contractante sa décision de dénoncer le présent Accord. Ce dernier prend fin 30 (trente) jours après réception de la notification par l'autre Partie contractante.

La dénonciation du présent Accord n'affecte pas la situation juridique des personnes qui sont déjà entrées sur le territoire de l'autre État conformément aux articles 1 et 2 et qui y séjournent au moment de la dénonciation.

Le présent Accord remplace tous les accords en vigueur entre les Parties contractantes sur la suppression réciproque de l'obligation du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, spéciaux ou de service.

Fait à Berne, le 18 septembre 2018, en 2 (deux) exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

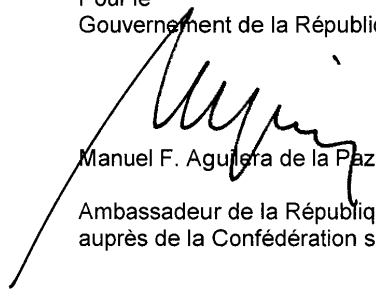
Pour le
Conseil fédéral suisse



Vincenzo Mascioli

Ambassadeur
Directeur de la Coopération
Internationale au Secrétariat d'Etat
aux migrations

Pour le
Gouvernement de la République de Cuba



Manuel F. Aguilera de la Paz

Ambassadeur de la République de Cuba
auprès de la Confédération suisse

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

ENTRE

EL CONSEJO FEDERAL SUIZO

Y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CUBA

**SOBRE LA EXENCIÓN MUTUA DE VISAS PARA TITULARES DE
PASAPORTES DIPLOMÁTICOS, ESPECIALES O DE SERVICIO**

El Consejo Federal Suizo y el Gobierno de la República de Cuba (en lo sucesivo, "las Partes Contratantes"),

Impulsados por un deseo común de facilitar los viajes entre Suiza y Cuba (en lo sucesivo, los "Estados") de los titulares de pasaportes diplomáticos, especiales o de servicio,

Con el fin de fortalecer la cooperación mutua sobre la base de la confianza y solidaridad,

Acuerdan lo siguiente:

Artículo 1

PERSONAL DIPLOMÁTICO Y CONSULAR ACREDITADO

1. Los ciudadanos de ambos Estados que posean un pasaporte diplomático, especial o de servicio nacional válido y que estén acreditados en una misión diplomática, una oficina consular o una misión permanente de sus respectivos Estados ante una organización internacional con la que se haya celebrado un Acuerdo de sede, podrán ingresar al territorio del otro Estado y permanecer allí durante el plazo de su designación sin necesidad de visa. El Estado acreditante deberá notificar anticipadamente el nombramiento, la llegada y la salida definitiva o la terminación de funciones de las personas antes mencionadas al Estado receptor, a través de los canales diplomáticos.
2. Los familiares de las personas especificadas en el párrafo 1 que sean ciudadanos del Estado acreditante y que posean un pasaporte diplomático, especial o de servicio nacional válido gozarán de los mismos beneficios siempre que vivan en el mismo hogar y que el Estado receptor los reconozca como familiares con derecho a permanecer con la persona especificada en el párrafo 1.

Artículo 2

OTROS MOTIVOS PARA VIAJAR

1. Los ciudadanos de ambos Estados que posean un pasaporte diplomático, especial o de servicio nacional válido que no estén comprendidos en el párrafo 1 del Artículo 1, podrán ingresar, permanecer por un periodo que no supere los 90 (noventa) días en cualquier periodo de 180 (ciento ochenta) días o abandonar el territorio del otro Estado sin necesidad de visa, siempre que no ejercen una actividad lucrativa, sea de forma independiente o de otra manera, en el territorio del otro Estado.
2. Al ingresar en el territorio suizo luego de haber transitado por el territorio de uno o más de los Estados que aplican en su totalidad las disposiciones del Acervo de Schengen respecto al cruce de fronteras y visados, la fecha en que se cruce la frontera externa del territorio Schengen se considerará el primer día de permanencia (que no superará los 90 días) en dicho territorio y la fecha de salida se considerará el último día de permanencia en dicho territorio.

Artículo 3

MOVIMIENTO DE ENTRADA Y SALIDA DEL PAÍS

Los ciudadanos de cualquiera de las Partes Contratantes, titulares de pasaportes diplomáticos, especiales o de servicio válidos podrán ingresar y salir del territorio de la otra Parte Contratante por todos los pasos de frontera abiertos al tráfico internacional de pasajeros, siempre que cumplan con

las condiciones requeridas por las leyes y reglamentos vigentes de la otra Parte Contratante, para la entrada, tránsito o permanencia de extranjeros.

Artículo 4

CUMPLIMIENTO DE LA LEGISLACIÓN NACIONAL

Los ciudadanos de ambos Estados deberán cumplir la normativa de ingreso y permanencia y la legislación nacional vigente en el territorio del otro Estado durante toda su estadía.

Artículo 5

DENEGACIÓN DEL INGRESO

1. Las autoridades competentes de ambas Partes Contratantes se reservan el derecho de denegar la entrada o la permanencia en el territorio de su Estado a ciudadanos del otro Estado, según lo especificado en los Artículos 1 y 2, con motivo de proteger la seguridad nacional, el orden público y la salud pública, por otros motivos graves o por ser declarado persona non grata.
2. En caso de negativa de entrada en aplicación del párrafo anterior, cada Parte Contratante está obligada a readmitir en su territorio, sin formalidades especiales a sus propios ciudadanos, que no cumplan los requisitos legales y reglamentarios vigentes para la entrada o la permanencia en el territorio de la otra Parte.

Artículo 6

NOTIFICACIÓN DE DOCUMENTOS PERTINENTES

1. Las autoridades competentes de ambas Partes Contratantes intercambiarán ejemplares personalizados de sus respectivos pasaportes objeto del presente Acuerdo dentro del plazo de 30 (treinta) días a partir de la firma de este Acuerdo a través de la vía diplomática.
2. En caso de introducción de nuevos pasaportes diplomáticos, especiales o de servicio o de modificación de los existentes, las Partes Contratantes se entregarán por vía diplomática ejemplares personalizados de dichos pasaportes nuevos o modificados junto con toda la información relevante sobre su uso, en un plazo máximo de 30 (treinta) días antes de la fecha de introducción de dichos pasaportes.

Artículo 7

EXTRAVÍO DE PASAPORTE

1. Los ciudadanos de cualquiera de las Partes Contratantes titulares de pasaportes diplomáticos, especiales o de servicio válidos, que lo hubieran extraviado en el territorio de la otra Parte Contratante, estarán obligados a informarlo de inmediato a las autoridades competentes de esa Parte Contratante, que les expedirá, libre de gastos, un documento que certifique dicha circunstancia.
2. En el caso del numeral anterior, la misión diplomática u oficina consular que corresponda, proporcionará a sus ciudadanos documentos de viaje temporarios que les permitan salir del territorio de la otra Parte Contratante.

Artículo 8

RESOLUCIÓN DE DISPUTAS

1. Las autoridades competentes de las Partes Contratantes deberán consultar entre sí respecto a cualquier dificultad que surja de la aplicación o interpretación de este Acuerdo.
2. Las Partes Contratantes resolverán a través de los canales diplomáticos toda disputa que surja de la aplicación o interpretación de este Acuerdo.

Artículo 9

MODIFICACIONES

Toda modificación del presente Acuerdo será acordada entre las Partes Contratantes a través de los canales diplomáticos. Las modificaciones entrarán en vigor 30 (treinta) días después de la recepción de la última notificación por la cual las Partes Contratantes se informan entre sí del cumplimiento de sus procedimientos internos pertinentes.

Artículo 10

CLÁUSULA DE NO AFECTACIÓN

Este Acuerdo no afectará otras obligaciones de las Partes Contratantes en virtud de Acuerdos internacionales, en particular las obligaciones derivadas de la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas del 18 de abril de 1961 y la Convención de Viena sobre Relaciones Consulares del 24 de abril de 1963.

Artículo 11

ENTRADA EN VIGOR

Este Acuerdo se celebra por un plazo indefinido. Entrará en vigor 30 (treinta) días después de la recepción de la segunda notificación por escrito mediante la vía diplomática en la que las Partes Contratantes se informan entre sí del cumplimiento de los procedimientos internos pertinentes, previstos por sus legislaciones nacionales.

Artículo 12

SUSPENSIÓN

Cada una de las Partes Contratantes se reserva el derecho de suspender la aplicación de las disposiciones de este Acuerdo total o parcialmente con motivo de proteger la seguridad nacional, el orden público y la salud pública o cualquier otro motivo grave. La decisión de suspensión será notificada a la otra Parte Contratante por vía diplomática en un plazo máximo de 48 (cuarenta y ocho) horas antes de que entre en vigor. La Parte Contratante que suspenda la aplicación de este Acuerdo debe informar, de forma inmediata, a la otra Parte Contratante cuando los motivos de suspensión ya no existan. La suspensión finalizará en la fecha que se reciba dicha notificación.

Artículo 13

DENUNCIA

Cada Parte Contratante podrá, en cualquier momento, notificar por la vía diplomática a la otra Parte Contratante su decisión de denunciar el presente Acuerdo. La validez de este Acuerdo finalizará 30 (treinta) días posteriores a la recepción de la notificación de la otra Parte Contratante.

La denuncia del presente Acuerdo, no afectará la situación jurídica de las personas que ya han ingresado al territorio del otro Estado según los artículos 1 y 2 de este instrumento, y que permanecen allí en el momento de la suspensión.

El presente Acuerdo sustituye todos los Acuerdos en vigor entre las Partes Contratantes sobre la exención mutua de visas para titulares de pasaportes diplomáticos, especiales o de servicio.

Dado en Berna, a los 17¹ días del mes de mayo del 2018 en 2 (dos) originales en idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

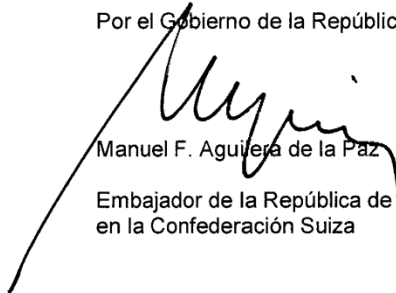
Por el Consejo Federal Suizo



Vincenzo Mascioli

Embajador, Director de la Cooperación Internacional de la Secretaría de Estado de migraciones

Por el Gobierno de la República de Cuba



Manuel F. Aguiñiga de la Paz

Embajador de la República de Cuba en la Confederación Suiza

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ON MUTUAL VISA
EXEMPTION FOR HOLDERS OF DIPLOMATIC, SPECIAL OR SERVICE
PASSPORTS

The Swiss Federal Council and the Government of the Republic of Cuba, hereinafter referred to as the “Contracting Parties”,

Led by their common desire to facilitate travel for holders of diplomatic, special or service passports between Switzerland and Cuba, hereinafter referred to as the “States”,

In the interest of strengthening mutual cooperation based on trust and solidarity,

Have agreed as follows:

Article 1. Accredited diplomatic and consular staff

1. Nationals of either State holding a valid diplomatic, special or service national passport, and who are members of a diplomatic mission, a consular post or a permanent mission of their respective State to an international organization with which a Headquarters Agreement has been concluded, may enter the territory of the other State and stay there for the duration of their assignment without a visa. The sending State shall notify the receiving State in advance, through the diplomatic channel, of the posting, arrival, permanent departure or termination of the assignment of the aforementioned persons.

2. Family members of the persons mentioned in paragraph 1 who are nationals of the sending State and hold a valid diplomatic, special or service national passport shall benefit from the same facilities insofar as they live in the same household and are recognized by the receiving State as family members entitled to stay with the persons mentioned in paragraph 1.

Article 2. Other reasons for travelling

1. Nationals of either State holding a valid diplomatic, special or service national passport who are not mentioned in article 1, paragraph 1, of this Agreement may enter the territory of the other State without a visa, stay for a period not exceeding 90 days per period of 180 days and leave that territory, provided they do not take up any employment, be it self-employment or otherwise, in the territory of the other State.

2. When entering the territory of Switzerland after having transited through one or more States which apply all the provisions of the Schengen acquis concerning border crossing and visas, the date of crossing of the external border of the area formed by those States shall be considered as the first day of stay in the area (limited to 90 days), and the date of exit shall be considered as the last day of stay.

Article 3. Movement into and out of the country

Nationals of either Contracting Party holding a valid diplomatic, special or service passport may enter and leave the territory of the other Contracting Party through all border crossing points open to international passenger traffic, provided that they meet the conditions set forth in the laws and regulations in force in the other Contracting Party concerning the entry, transit and stay of foreign nationals.

Article 4. Compliance with national laws

Nationals of each State shall comply with the entry and stay regulations and the national laws in force in the territory of the other State throughout the duration of their stay.

Article 5. Refusal of entry

1. The competent authorities of each Contracting Party reserve the right to deny entry into or stay in the territory of their State to nationals of the other State as specified in articles 1 and 2 of this Agreement for reasons of national security, public order, public health or other serious reasons, or because they have been declared persona non grata.

2. In the event of refusal of entry pursuant to the preceding paragraph, each Contracting Party shall readmit to its territory, without special formalities, its own nationals who do not meet the current legal and regulatory requirements for entry or stay in the territory of the other Party.

Article 6. Notification of relevant documents

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall convey to each other, through the diplomatic channel, personalized specimens of the passports covered by this Agreement within 30 days from the date of the signing of this Agreement.

2. In case of introduction of new diplomatic, special or service passports or modification of the existing ones, the Contracting Parties shall convey to each other, through the diplomatic channel, personalized specimens of these new or modified passports, together with all relevant information on their applicability, not later than 30 days before their introduction date.

Article 7. Loss of passport

1. Nationals of either Contracting Party holding a valid diplomatic, special or service passport and who lose their passport in the territory of the other Contracting Party shall immediately report that loss to the competent authorities of that Contracting Party, which shall issue them, free of charge, a document attesting to the loss.

2. In the event of the loss of a passport in accordance with the preceding paragraph, the competent diplomatic mission or consular post shall provide its nationals with temporary travel documents allowing them to leave the territory of the other Contracting Party.

Article 8. Settlement of disputes

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall consult each other on any difficulties arising from the application or interpretation of this Agreement.

2. The Contracting Parties shall resolve, through the diplomatic channel, any disputes relating to the application or interpretation of this Agreement.

Article 9. Amendments

Any amendment of this Agreement shall be agreed upon between the Contracting Parties through the diplomatic channel. The amendment shall enter into force 30 days after the date of receipt of the last notification by which the Contracting Parties inform each other of the fulfilment of the necessary internal procedures.

Article 10. Non-affection clause

This Agreement shall not affect other obligations of the Contracting Parties arising under international agreements, in particular obligations arising from the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 and the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963.

Article 11. Entry into force

This Agreement is concluded for an indefinite period of time. It shall enter into force 30 days after the receipt, in writing and through the diplomatic channel, of the second notification by which the Contracting Parties inform each other of the fulfilment of the necessary internal procedures provided for by their national laws.

Article 12. Suspension

Each Contracting Party reserves the right to suspend the provisions of this Agreement, in whole or in part, for reasons of national security, public order, public health or any other serious reason. The decision on suspension shall be notified to the other Contracting Party, through the diplomatic channel, not later than 48 hours before it takes effect. The Contracting Party that has suspended the application of this Agreement shall immediately inform the other Contracting Party once the reasons for suspension no longer exist. Suspension shall be terminated on the date of receipt of this notification.

Article 13. Termination

Either Contracting Party may, at any time, notify the other Contracting Party, through the diplomatic channel, of its decision to terminate this Agreement. Such termination shall take effect 30 days after the receipt of the notification by the other Contracting Party.

The termination of this Agreement shall not affect the legal situation of persons who have already entered the territory of the other State in accordance with articles 1 and 2 and who are staying in that territory at the time of termination.

This Agreement shall replace all existing agreements between the Contracting Parties on mutual visa exemption for holders of diplomatic, special or service passports.

DONE at Bern on 18 September 2018, in two original copies in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Swiss Federal Council:

VINCENZO MASCIOLI

Ambassador

Director of International Cooperation of the State Secretariat for Migration

For the Government of the Republic of Cuba:

MANUEL F. AGUILERA DE LA PAZ

Ambassador of the Republic of Cuba to the Swiss Confederation